

LA FECONDITE AU MEXIQUE

EMERGENCE ET MODALITES DE REGLEMENT D'UN PROBLEME DE POPULATION

Patrick LIVENAIS

André QUESNEL

Orstom, Paris

avec la collaboration de :

Mario BRONFMAN

Elsa LOPEZ

Colegio de Mexico, Mexico

Au recensement de 1980, la population du Mexique approchait de 70 millions d'habitants alors qu'elle était d'environ 13 millions au début de ce siècle.

Cette croissance considérable ne débute pourtant qu'en 1930. En effet, jusqu'à cette date, la natalité et la mortalité se situent à des niveaux élevés ne permettant qu'une croissance faible de la population, interrompue durant la période révolutionnaire de 1910-1920 où se succèdent les massacres, les famines et les épidémies.

C'est vers 1930 que s'amorce la baisse de la mortalité : de 26 ‰, elle baisse à 15 ‰ au début des années 1960, passe au-dessous de 10 ‰ à la fin de cette même décennie, pour se stabiliser autour de 7 ‰ vers 1975. La natalité durant cette même période de 1930-1975 se maintient autour de 43-45 ‰. Il en résulte un taux annuel d'accroissement intercensitaire qui pour les toutes dernières années se situe à plus de 3 ‰, cas unique dans l'histoire de la population mondiale (Alba, F., 1979).

Taux d'accroissement annuel intercensitaire 1940-1980

1930-40	1940-50	1950-60	1960-70	1970-80
1,7 ‰	2,7 ‰	3,1 ‰	3,4 ‰	3,3 ‰

Cette baisse de la mortalité se réalise dans un contexte de développement économique régional inégal. D'ailleurs même si l'écart de douze années d'espérance de vie à la naissance entre les régions extrêmes, se réduit entre 1950 et 1960 à 7,5 années (Alba, F., 1979), la croissance démographique et sa redistribution interne viennent renforcer les inégalités régionales, et les déséquilibres générés par le type de développement adopté par le Mexique.

C'est du point de vue de cette inégalité et plus encore des spécificités de développement de chacune des régions qu'il conviendrait d'analyser la dynamique démographique mexicaine, tant il est vrai que si au niveau national la transition démographique accompagne les processus de croissance économique d'urbanisation et de scolarisation¹, au niveau régional la complexité des interactions des processus multiples et spécifiques ne permet

¹ Ce principe est vérifié pour le Mexique, mais il ne l'est pas pour d'autres pays; ceci remet en cause la liaison développement économique-transition démographique.

pas d'établir cette liaison univoque entre la croissance démographique et le développement économique².

Les déséquilibres régionaux se constituent comme ils s'expriment : par d'intenses mouvements de population, par une forte concentration urbaine et surtout par une accentuation des contraintes quant à l'utilisation de la force de travail ainsi déplacée.

Dès lors, malgré une faible densité de population, du fait de l'impossibilité, liée à la stratégie de développement adoptée, de mettre en œuvre des politiques efficaces de redistribution interne de la population, la croissance démographique, et plus encore la stabilité d'une haute fécondité en viennent à constituer un problème de population. Elles sont alors présentées comme un frein au développement économique (Coale, A., 1978).

Une politique interventionniste visant à réduire la fécondité dans les zones urbaines comme dans les zones rurales s'impose donc aux pouvoirs publics comme le seul recours possible. Pourtant cette politique continue d'être présentée comme une modalité particulière d'un ensemble unitaire appelé politique de population, lui-même inscrit dans un plan global de développement.

Aussi, dans cet article, nous ne tenons pas à faire une analyse des niveaux et tendances de la fécondité mexicaine, ni une analyse de ses déterminants à travers les caractéristiques individuelles de l'évolution de cette fécondité³.

Nous cherchons plutôt à :

1) présenter comment le maintien d'une haute fécondité associée à la transformation du contexte socio-économique mexicain des cinquante dernières années, est érigé en problème de population par les pouvoirs publics face à l'ensemble des contraintes politico-économiques que génère le modèle de développement,

2) présenter dans une deuxième partie les modalités tant au plan politique qu'institutionnel de la mise en place dans les années 1970 de la politique d'intervention sur la fécondité, laquelle s'est avérée finalement très efficace.

1. LES CONDITIONS HISTORIQUES ET ECONOMIQUES D'EMERGENCE DU PROBLEME DE POPULATION

On distingue généralement, selon les particularismes historiques du développement économique contemporain du Mexique, trois périodes. Toutefois les conditions et les formes de développement propres à chaque période peuvent être référées aux nécessités et aux modalités de la maîtrise de la force de travail. Aussi est-ce par rapport aux conditions de la reproduction et la circulation de celle-ci que peuvent être compris la croissance démographique mexicaine et les problèmes qu'elle génère.

² En ce qui concerne la baisse de la mortalité au Yucatan, Menendez (1982) montre bien qu'elle se fait selon un processus d'intégration au niveau des pratiques thérapeutiques de la population, de transformations du contexte sanitaire de la région; ce dernier est lui-même beaucoup plus lié au jeu des rapports de pouvoirs entre l'Etat du Yucatan et l'Etat fédéral, qu'à un quelconque développement économique. La mortalité générale et la mortalité infantile du Yucatan se situent depuis 1930 à des niveaux toujours plus bas que la moyenne nationale, en dépit d'un constant retard économique par rapport au reste du pays.

³ De nombreuses études ont été présentées sur ces points. Pour la préparation d'un séminaire-bilan de ces études, qui s'est tenu au Colegio de Mexico, en mars 1982, il a été recensé plus de mille publications (FIQUEROAS, B., 1982).

1.1. La première période, de la fin du XIX^e jusqu'en 1940, est marquée par l'intégration de la production mexicaine à la sphère de production et de circulation du capitalisme.

Durant le Porfiriato, période de la présidence de Porfirio Diaz (1877-1910), le Mexique jette les bases d'une économie liée aux économies capitalistes (Rozenweig, 1965). On voit se mettre en place l'exploitation intensive des ressources minières, et la production des cultures de rente comme la canne à sucre, le coton et l'hennequen. Cette organisation de la production entraîne une demande accrue de main-d'œuvre, qui vient remettre en question le système des haciendas, système d'exploitation et de contrôle de la reproduction de la force de travail des communautés domestiques : en effet, la création de nouveaux pôles de développement gouvernementaux ou privés, favorise l'évasion de la force de travail de ce système « haciendado »⁴. Autrement dit, cette ouverture sur le marché capitaliste crée une demande concurrentielle de la force de travail entre les différents groupes de pouvoir, aussi bien entre ceux directement associés au gouvernement fédéral et ceux représentés par les caciques régionaux qu'entre les « haciendados » entre eux. En conséquence, de toute part se développe un climat populationniste, qui se caractérisera entre autres par des encouragements à l'immigration, ou par des déplacements forcés de travailleurs d'une région à une autre. Quoi qu'il en soit, la mise en circulation non contrôlée de la force de travail déstabilise les économies domestiques et du même coup le système haciendado, la révolution (1910-1920) achevant sa liquidation.

La grande instabilité politique et surtout la détérioration de l'organisation de la production agricole qui persiste après la révolution, ne permet pas un décollage économique. La faible croissance de la production agricole des biens de subsistance⁵ est probablement responsable du maintien de la mortalité à des niveaux élevés (25 ‰), autrement dit on peut penser que la baisse qui s'amorce au début des années 1930 est due probablement à la reprise de la production agricole, bien plus qu'au développement des infrastructures et des actions sanitaires liées à une organisation croissante qui ne touchent encore qu'un secteur réduit de la population⁶.

1.2. La deuxième période 1940-1970 : le « développement stabilisateur » et l'accentuation des déséquilibres régionaux. Cette période est caractérisée dans sa première moitié par une stabilité politique et par une croissance économique rapide et soutenue liée aux réformes politiques radicales et irréversibles dans le domaine de la production agricole et énergétique, ainsi qu'à un processus d'industrialisation intensive.

Le tournant s'effectue durant le sextennat du président Cardenas - le cardénismo (1934-1940). L'Etat intervient dans le domaine agricole et dans le domaine social : la réforme agraire permet la redistribution de 20 millions d'hectares; la production agricole peut être soutenue plus facilement avec la mise en place d'infrastructures de production comme les

⁴ Dans le système haciendado le contrôle de la reproduction démographique se faisait dans le sens d'une incitation à la hausse en favorisant le mariage aux âges jeunes, les mariages interethniques; le remariage des veuves et la légitimation des cohabitations hors mariage.

⁵ En 1930 la production des biens agricoles destinés à l'exportation dépasse les niveaux d'avant la révolution; la production agricole des biens de subsistance est en-dessous des niveaux atteints en 1910.

⁶ Cette association de la production des biens de subsistance et de la mortalité peut être soulignée au niveau national mais la liaison au niveau régional ne peut être établie: en effet il existe des différences de situations structurelles et conjoncturelles régionales, aussi dans tous les cas diverses médiations agissent-elles différemment sur la structure de cette liaison. Par exemple, les régions qui se dédient aux cultures d'exportation connaissent une baisse de la production agricole des biens de subsistance, mais elles connaissent dans le même temps un développement du secteur sanitaire, en particulier de grandes campagnes de vaccinations sont entreprises pour réduire les grandes endémies.

institutions de crédits et l'infrastructure routière; mais on assiste aussi en milieu rural à la mise en place d'infrastructures éducatives, sanitaires et de protection sociale. Enfin, avec le cardenismo s'affirme à la fois le contrôle étatique de l'économie et la volonté d'une politique nationale indépendante, signifiée par la réforme agraire et bien plus encore par la nationalisation des compagnies pétrolières étrangères. Aussi malgré une structure fédéraliste, l'Etat par son omniprésence croissante et par les réformes et les choix qu'il fait, va-t-il favoriser à la fois un décloisonnement régional, et un *inégalitarisme régional*.

En effet la réforme agraire permet un accroissement de la production agricole, mais elle a surtout pour effet de créer un marché libre de la force de travail et d'opérer une redistribution de la population vers les centres urbains et industriels en pleine expansion. On assiste en effet à une concentration des investissements dans les centres urbains de Mexico, de Monterrey et du Nord-Ouest du Mexique, qui correspond à l'intensification du processus d'industrialisation récemment entrepris : une demande nouvelle se dessine du fait de l'engagement des nations industrielles dans la Seconde Guerre mondiale, et de l'affaiblissement de leur capacité de production. Pour répondre à cette demande externe, l'Etat mexicain n'a pas d'autre solution que de développer les zones où les infrastructures industrielles sont déjà en place. De plus cette demande externe s'exerce sur la production agricole, il s'ensuit une concentration des investissements dans les régions Nord et Nord-Ouest, délaissant les autres régions productrices des biens de subsistance traditionnels.

Ainsi à partir de 1940 se met en place une dynamique de concentration des investissements, des infrastructures de production et des infrastructures sociales qui ne peut qu'accentuer les déséquilibres régionaux préalablement existants. Les périodes suivantes ne font que confirmer cette dynamique, en particulier celle de l'immédiat après-guerre, sous la présidence de Miguel Aleman (1947-1952) durant laquelle on assiste à une ouverture totale du pays aux investisseurs étrangers dans le domaine industriel mais aussi dans le domaine agricole.

La dynamique démographique s'inscrit dans ce système de développement à polarisation régionale : elle en est à la fois un des éléments fondateurs et l'expression, comme elle en sera plus tard l'élément parasitaire le plus flagrant.

En effet, le mouvement naturel, par la baisse de la mortalité, et le mouvement migratoire, par ses lieux d'origine et sa destination, est lié à cette politique de développement inégal. Il est bien entendu que la nature de cette liaison est extrêmement complexe, et que celle-ci se réalise de manière différente selon les contextes régionaux. Mais pour le moins on doit constater que la baisse de la mortalité qui s'effectue dans l'ensemble du territoire, touche en priorité et plus intensément les populations installées là où les infrastructures sociales se développent. D'autre part l'accroissement de population que la baisse provoque en milieu rural, exerce une pression sur la terre dans les régions du centre déjà densément peuplées, et celles de production agricole traditionnelle, là où aucun investissement productif n'est réalisé; de plus, se trouvant à proximité des centres urbains et industriels en expansion, les régions du centre seront le siège des déplacements vers ces derniers.

Aussi la distribution de la population jusqu'en 1960 (voir tableau 1.1.), se caractérise-t-elle par :

- un accroissement de la part représentée par les régions de productions agricoles destinées à l'exportation, c'est-à-dire les régions du Nord et du Nord-Ouest (I, II).
- un très fort accroissement de la part correspondant à la Vallée de Mexico comprenant l'aire métropolitaine de Mexico (AMCM); la Vallée de Mexico représente 14,7 % de la population totale en 1940, elle atteint 19,3 % en 1960,

- une baisse continue de la part représentée par les régions proches de l'AMCM, les régions Centre-Ouest (V) et Centre-Est (VI).

Dans la dernière décennie de la période considérée, on note une accentuation de ce mouvement de distribution de la population, avec une concentration plus forte encore dans l'AMCM : celle-ci représentait en 1970 22,4 % de la population totale. Phénomène d'autant plus considérable quand on souligne que la population totale augmente de plus de 13 millions d'habitants entre 1960 et 1970.

Tableau 1.1. Répartition régionale de la population du Mexique aux différents recensements 1930-1970

(Source: Unikel, L., 1976. Tableau II.2., p. 70)

Régions	ANNEES				
	1930	1940	1950	1960	1970
I	5.9	6.2	6.7	7.4	8.1
II	10.5	11.2	11.4	11.4	11.1
III	10.4	10.5	10.7	10.7	10.9
IV	7.1	7.2	6.6	6.0	5.3
V	20.3	18.9	17.9	17.8	16.8
VI	14.4	13.7	12.9	11.7	10.8
VII	13.4	14.7	17.2	19.3	22.4
VIII	18.0	17.6	16.6	15.7	14.6
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Effectif total (en milliers)	16.552	19.649	25.779	34.923	48.381

Région I: Nord-Ouest - Baja California Norte, Baja California Sur, Nayarit, Sinaloa et Sonora.

Région II: Nord - Coahuila, Chihuahua, Durango et Nuevo Leon.

Région III: Golfe - Tamaulipas et Vera Cruz.

Région IV: Centre Nord - Aguascalientes, San Luis Potosi et Zacatecas.

Région V: Centre Ouest - Colima, Guanajuato, Jalisco et Michoacan.

Région VI: Centre - Hidalgo, Moralos, Puebla, Queretaro et Tlaxcala.

Région VII: Vallée de Mexico - District Fédéral et Etat de Mexico.

Région VIII: Sud et Sud-Est - Campeche, Chiapas, Guerrero, Oaxaca, Quintana Ros, Tabasco et Yucatan.

Aussi est-ce à partir des années 1960 que cette redistribution inégale de la croissance démographique apparaît comme fortement engagée⁷, et surtout se présente comme menaçante à travers la concentration urbaine de Mexico, mais aussi d'autres grandes villes.

Il faut dire que durant cette décennie 1960-1970, le dualisme de l'agriculture s'affirme : les régions rurales centrales et du Sud sont abandonnées à leur production traditionnelle, et les terres disponibles sont rapidement saturées, il s'en suit un accroissement de l'exode rural, en direction de la ville de Mexico, les métropoles de ces régions (excepté Guadalajara)

⁷ STERN (1982) estime au contraire que le «cardenismo» et l'«alemanismo» ont eu pour effet une certaine décentralisation, et un maintien des populations dans leur région d'origine, une part seulement des flux migratoires s'orientant vers Mexico. A notre avis, il ne réfère pas les effets démographiques encore faibles à cette structure de production génératrice de déséquilibres, qui ne donnera sa pleine mesure qu'à partir de 1960. De plus, l'analyse de la répartition de la population à partir des recensements ne peut rendre compte des flux migratoires à l'intérieur des états, seules les variations de stocks inter-états entre deux recensements peuvent être évaluées. Dans les deux derniers recensements 1970 et 1980 les questions sur la résidence antérieure sont posées au niveau de l'état et non pas au niveau de l'entité administrative interne aux états (municipio).

ne pouvant absorber en totalité cette croissance de la population rurale⁸. De plus pour les dernières décennies on a observé que la migration directe vers Mexico en provenance de zones rurales éloignées était en augmentation, alors que la migration des petites villes vers Mexico était en diminution (Stern, 1982).

Il en résulte donc une urbanisation croissante de la population : 20 % de la population totale vivait dans des villes de plus de 15.000 habitants en 1940; cette proportion atteint 36,6 % en 1960, et 44,9 % en 1970 (Unikel, 1976). L'AMCM représentant 39 % de l'ensemble de la population urbaine totale s'est maintenue à ce niveau pendant les trois dernières décades.

Ce phénomène de macrocéphalie urbaine, qui touche aussi les villes de Guadalajara et Monterrey, avec les corollaires de sous-emploi et de coûts sociaux de toutes sortes s'impose désormais comme un problème contenant en lui-même deux possibilités d'intervention : freiner et détourner l'exode rural, ralentir la croissance des grandes villes.

1.3. A partir de 1970 : des politiques de décentralisation et un développement national centrifuge et déstabilisateur. En fait, des plans et des politiques de redistribution de la population ont été adoptés dans les deux dernières décades à travers toute une série de lois et de mesures⁹. Mais celles-ci constituent des réponses ponctuelles face à une structure politico-administrative et une structure de production centrée sur la ville de Mexico, structures qui continuent d'imposer une répartition de la population toujours dans le même sens. Ainsi par exemple les exemptions d'impôts et de taxes pour les industries s'installant à l'extérieur de la ville de Mexico, ont pour effet d'accroître les installations dans la périphérie immédiate, accentuant le phénomène de mégalopole de la ville. De même la création de pôles de développement industriel éloignés comme « Lazaro Cardenas » ou même les récentes zones pétrolières du Golfe de Mexico constituent un processus d'enclave au niveau régional; elles ne sont pas en mesure d'absorber les flux migratoires d'une population rurale insuffisamment qualifiée¹⁰, que leur implantation a provoqués; accélérant ainsi la déstabilisation de la population agricole (Cosio, M., 1985).

Ces pôles de développement, choisis et contrôlés au niveau national, engendrent donc un sous-emploi régional en accentuant les inégalités sociales.

Les pôles industriels des régions pétrolières sont largement représentatifs des « effets pervers » du modèle de développement adopté ces dernières années : l'extraction accrue du pétrole dans le contexte international d'une forte demande et d'un prix élevé devant permettre d'asseoir une économie moderne; il en résulte un accroissement de la dette extérieure durant le sextennat de Lopez Portillo (1976-1982) qui passe de 19,6 à 62,5 milliards de dollars; mais surtout on assiste à la détérioration des capacités de production agricole des biens de subsistance comme le maïs dont la production nationale s'avère chaque année un peu plus insuffisante, et cela sans qu'une solide base de production industrielle soit mise en place et surtout sans que celle-ci soit capable d'absorber et d'opérer une autre redistribution de la population.

Pourtant depuis 1970, se multiplient les lois et les programmes prenant en compte la nécessité d'intégrer les régions agricoles en déclin au développement national et

⁸ On estime que 3 millions de paysans se sont dirigés sur les centres urbains entre 1960 et 1970.

⁹ On peut citer : la loi d'exemption fiscale pour les industries s'installant hors de l'AMCM; les crédits aux petites et moyennes entreprises devant aller de préférence à celles s'installant hors des zones industrielles; le programme de développement de la zone frontière avec les Etats-Unis; enfin la création de nouvelles zones industrielles.

¹⁰ Par exemple la population active de la région de Lazaro Cardenas entre 1970 et 1980 est multipliée par dix; alors que l'emploi industriel atteint seulement 20 % de cette PEA (COSIO, M., 1985).

d'augmenter les emplois dans les villes secondaires. C'est le fait nouveau, ces programmes doivent se plier aux contraintes qu'impose la dynamique démographique comme il est dit dans la loi de la population (1973). Cette articulation se trouve formalisée par la loi de « rétention, réorientation, décentralisation » (1976) faisant ainsi référence à une problématique de *répartition* de la population. Or on a vu que ces programmes ne peuvent ni empêcher ni même se soustraire à la dynamique globale de développement inégal, et que finalement ils masquent le véritable objectif des politiques de population, réduire la fécondité des populations rurales et accélérer la baisse des populations urbaines. Aussi s'agit-il d'opérer une « révolution démographique »¹¹, plutôt que d'agir sur la stratégie globale de développement, rompant ainsi avec la position idéologique et politique qui avait jusqu'ici prévalu.

2. LES MODALITES POLITIQUES ET INSTITUTIONNELLES DU REGLEMENT DU PROBLEME DE POPULATION

2.1. Les origines de la politique de population

2.1.1. *Les termes idéologiques et politiques du débat international sur la relation population-développement*

Dans les années 1950-60; le courant néo-malthusien (amorcé dès les années 1930 aux Etats-Unis) arrive à son point culminant. Il tend à présenter la croissance des populations des pays en développement comme une menace à l'équilibre mondial entre populations et ressources, et, en appelle à une nécessaire diffusion des méthodes de planification des naissances dans les pays en question (Notestein, F.W., 1948; Thompson, W.S., 1948; Kird, D., 1955).

C'est l'époque des modèles démo-économiques dont les plus célèbres furent commandés au M.I.T. par le Club de Rome. Ces modèles « qui constituent implicitement en eux l'idée d'une croissance démographique dont l'optimum serait un taux le plus faible possible » (Guillaumont, P., 1973); ont pour objet de faire ressortir les avantages économiques pouvant provenir d'une baisse de la fécondité.

La théorie des seuils (N.U., 1963), discours inversé par rapport à la théorie de la transition démographique¹² est alors la « révélation scientifique » qui fonde les futures interventions gouvernementales en matière de population (Livenais, P., 1985).

A partir de 1962 (Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la nécessité de la recherche démographique), le débat population-ressources glisse vers un débat population-développement dans des termes éminemment idéologiques et politiques et dont l'enjeu est le modèle économique de développement en tant que tel. A Bucarest, en 1974, c'est l'affrontement, et la structure institutionnelle des Nations Unies conduit à la victoire des partisans d'un nouvel ordre économique international (« Le meilleur contraceptif, c'est le développement »). Mais Bucarest, virage manqué sur le moment, se révélera au bout

¹¹ Titre d'un ouvrage publié par une des institutions chargées de mener ces actions visant la réduction de la fécondité (MARTINEZ-MONATOU, J., 1982).

¹² Au sens où il y a inversion de la relation causale entre l'économique et le démographique.

du compte, - ne serait-ce que par les ouvertures possibles contenues dans le Plan mondial - être le tournant attendu par les interventionnistes¹³.

2.1.2. *Les conditions nationales de la définition d'une politique de population au Mexique*

La politique de population mexicaine naît en 1972¹⁴ de la coïncidence du projet personnel de promotion du développement national du président Echeverria et de la conception nouvelle des problèmes de population mise en avant par une partie de la communauté scientifique mexicaine : économistes, démographes, médecins (Brachet Marquez, V., 1985).

Cette conception nouvelle reposait sur le postulat de départ que l'essoufflement à la fin des années 1960 du modèle de « développement stabilisateur » (mis en place en 1940, voir ci-avant) annonçait l'incapacité prochaine de celui-ci à absorber la force de travail, en particulier dans les zones métropolitaines, dont la croissance devenait incontrôlable. Elle s'exprima dans la nécessité de l'élaboration d'une politique de population, politique dont les éléments furent définis en adéquation au contexte latino-américain lors de réunions régionales¹⁵ (au Venezuela en 1970, au Costa Rica en 1972). Par adéquation on entendait intégration de la politique de population à la politique globale de développement et les moyens de cette intégration renvoyaient autant à un contrôle de la structure et de la distribution spatiale de la population qu'à un contrôle de sa croissance naturelle.

2.2. *La structure juridique et institutionnelle de la politique de population*

La « Loi de population » du 7 janvier 1974 (date de la publication au Journal officiel) définit les objectifs de la politique de population de la manière suivante :

- a) Adapter les programmes de développement économique et social aux nécessités de la population exprimées en terme de volume, structure, dynamique et distribution spatiale.
- b) Réaliser des programmes de planification familiale afin d'effectuer une régulation rationnelle et une stabilisation de l'accroissement de la population.
- c) Diminuer la mortalité.
- d) Promouvoir des programmes éducatifs et de formation professionnelle et technique.
- e) Promouvoir l'intégration de la femme au processus de développement (économique-éducatif-social).

¹³ Aujourd'hui on estime que plus de quarante pays totalisant plus des trois quarts des populations vivant dans le Tiers monde ont en effet adopté des mesures ayant pour objectif avoué la réduction de leur taux de croissance démographique (CHASTELAND, J.C., 1984). Ces mesures se résument pour l'essentiel à la mise en place de programmes de planning familial et sont indistinctement qualifiées de politique de population.

¹⁴ Depuis le début des années 1960 le thème de la croissance de la population était apparu sous un aspect nouveau (voir notamment LOYO, G., 1960).

¹⁵ Concernant ces réunions régionales, une remarque peut être faite : l'existence d'un contexte latino-américain unitaire n'est pas constituée par les problèmes de population. Les démographies argentine, bolivienne et mexicaine - pour ne citer que trois cas - n'ont que peu de caractéristiques communes. Les positions des gouvernements de la région latino-américaine en matière de population traduisent d'ailleurs le plus souvent ces différences, sur la forme comme sur le fond. A Bucarest, en 1974, le Pérou et l'Argentine affirmèrent avec l'Algérie, la Chine et la Roumanie que toute politique de population était sans intérêt, et que dans l'attente d'un nouvel ordre économique international, l'accroissement rapide de la population était une force pour le développement économique et social des pays du tiers monde; alors que le Mexique, qui, quelques mois auparavant, avait défini les termes de sa politique de population, défendit une position plus nuancée. La référence à un contexte régional renvoie beaucoup plus à une certaine régularité de surgissement dans ces pays de déséquilibres (éventuellement démographiques) induits par le modèle de développement capitaliste en vigueur dans la région.

f) Promouvoir l'intégration des groupes marginaux au processus de développement.

La loi inclut la motion du Consejo Nacional de Población (CONAPO), organe placé sous la tutelle de la Secretaría de Gobernación (ministère de l'Intérieur) et dont les attributions sont de formuler, d'exécuter, et d'évaluer la politique de population du pays.

L'effort initial est mis sur la redistribution spatiale de la population : politique de « Retención, Reorientación y Reubicación » (Rétention, réorientation et décentralisation) mais comme on l'a vu, l'inefficacité de ces programmes, voire leur effet de renforcement des déséquilibres, amène à porter l'accent exclusivement sur l'objectif de réduction de la fécondité.

La création en 1977¹⁶ par le secteur santé de la CNPF (Coordinación Nacional de Planificación Familiar) est une étape importante du processus de mise en œuvre de réduction de la fécondité. Le PNPf (Programa Nacional de Planificación Familiar) présenté la même année par la coordination¹⁷ fixe les objectifs démographiques nationaux :

- un taux de croissance de 2,5 % pour 1982,
- un taux de croissance de 1 % pour la fin du siècle.

La réalisation du programme de planning familial est confiée aux institutions sanitaires et médicales nationales dont les plus importantes sont : la SSA (Secretaría de Salubridad y Asistencia), l'IMSS (l'Instituto Mexicano de Seguro Social) et l'ISSSTE (l'Instituto de Seguridad y Servicios Sociales de los Trabajadores del Estado).

2.3. Efficacité de la politique

De nombreuses recherches menées depuis 1970 en ce qui concerne la fécondité et la diffusion des méthodes contraceptives permettent de situer l'évolution de l'une et de l'autre¹⁸.

2.3.1. La baisse de la fécondité

Sur le tableau 2.1. où l'on récapitule les estimations du taux global de fécondité (TGF) obtenues à partir de ces différentes enquêtes on remarque :

- une baisse de l'ordre de 29 % entre 1970-79, le TGF passant de 6,7 en 1970 à 4,7 en 1979. Cette baisse ayant été en fait extrêmement forte après 1975, puisqu'elle est de l'ordre de 8 % pour la période 1970-74 et de 21 % pour la période 1975-79.
- en prenant la dernière estimation donnée par l'EMF, la baisse pour la période 1970-1980 est de 36 %. Si on se réfère aux autres pays d'Amérique latine ayant connu une baisse rapide de la fécondité¹⁹, on note que le Mexique fait partie de ceux-ci.

¹⁶ Le thème de la politique de population intègre le nouveau projet présidentiel de José Lopez-Portillo (1977-1982).

¹⁷ On trouvera des détails sur l'histoire et les objectifs du PNPf dans la présentation a posteriori réalisée dans « La Revolución demográfica en México 1970-1980 » par Jorge Martínez Manautou (1982).

¹⁸ Excepté l'enquête PECFAL sur la ville de Mexico, réalisée en 1964, les enquêtes fécondité sont réalisées à partir de 1970: enquête PECFAL-RURAL, 1969; enquête Mexicaine de Fécondité (EMF), 1976; enquête de Prevalencia de l'IMSS, 1979; enquête Nationale de Fécondité de CONAPO, 1982. De plus, il existe des enquêtes périodiques d'évaluation des résultats de la politique de planning familial réalisées par l'IMSS.

¹⁹ La fécondité de la Colombie entre 1960-70 baisse de 29% (de 6,7 à 4,8); celle du Costa Rica, pour la même période, de 39% (de 7,0 à 4,3). MIRO, C., 1982.

Tableau 2.1. Estimations des taux globaux de fécondité entre 1970 et 1982 selon les diverses enquêtes fécondité

Sources	Taux global de fécondité générale (TGF) ¹	
² EMF (1976)	7,1 (1968)	6,1 (1976)
³ Enquête de Prévalencia (1979)	6,7 (1970)	4,7 (1979)
⁴ Enquête nationale fécondité	6,7 (1970)	4,3 (1981)

¹ Taux global de fécondité générale ou TGF. Exprime la fécondité des femmes 15-49 ans une année donnée. Il est appelé plus généralement en français, somme des naissances réduites. Nous gardons l'expression TGF plus fréquemment utilisée en Amérique latine.

² EMF, 1976, Tome 1.

³ Nunez, L.; Mendoza, D., 1982.

⁴ ENF, CONAPO, Bronfman et al, 1984.

On observe généralement que la baisse de fécondité dans beaucoup de pays du Tiers monde passe préalablement par des changements dans la nuptialité : le retard de l'âge d'union et l'augmentation des ruptures d'unions diminuant l'exposition au risque de concevoir, il en découle généralement une baisse de la fécondité. Or on est bien obligé de constater que la fécondité des femmes en union se maintient à des niveaux très élevés : 7,2 en 1979, alors que la fécondité générale est descendue à 4,7 la même année²⁰. La baisse de la proportion des femmes en union aux âges jeunes, en particulier dans le groupe 20-24 ans²¹, peut-elle être entièrement responsable de la baisse de la fécondité ?

Le tableau 2.2, nous permet de constater qu'entre les enquêtes 1976 et 1982 :

- la baisse à 20-24 ans est beaucoup plus faible pour la fécondité des femmes en union (19 % contre 26 %),

- à 25-29 ans, la baisse est sensiblement la même,

- mais après 30 ans l'intensité de la baisse de la fécondité générale et des femmes en union croît, et la baisse de la fécondité des femmes en union est plus forte encore, en particulier à 35-39 ans on relève respectivement une baisse de 36 % et 33 %.

Aussi les changements qui peuvent intervenir dans la nuptialité ont-ils une influence sur la baisse de la fécondité du groupe 20-24 ans, qu'il est d'ailleurs difficile d'évaluer puisque le taux de fécondité des femmes en union au même âge baisse de près de 20 %.

Quoi qu'il en soit, la baisse extrêmement forte après 30 ans de la fécondité en union par âge, rend compte d'une véritable réduction de la fécondité que pourrait masquer le niveau élevé du taux global de fécondité des femmes en union en 1982, la différence avec la fécondité générale étant due au retard dans la formation des unions et à un certain rajeunissement du calendrier de la fécondité des femmes en union (Cosio, 1982).

Ces changements de la fécondité des femmes après 30 ans ne peuvent que renvoyer à une pratique de limitation des naissances. Cette baisse s'inscrivant globalement à la suite

²⁰ Source: Enquête de Prevalencia (1979).

²¹ L'âge moyen à l'union (mariage et union libre) se situe au-dessous de 20 ans (19,2 à l'enquête EMF). Toutefois on note que la proportion de femmes en union à 20-24 ans a diminué de 75 % à 60 % entre 1970 et 1982 (QUILEDAN, J., 1983).

Tableau 2.2. Taux de fécondité générale et en union par âge en 1975 et 1981

Groupes d'âge	Fécondité générale ¹			Fécondité en union			Baisse autre source ²
	1975	1981	Baisse	1975	1981	Baisse ¹	
20-24	273	203	26 %	425	342	19 %	25 %
25-29	259	211	19 %	312	254	19 %	27 %
30-34	223	172	23 %	257	190	26 %	32 %
35-39	184	122	34 %	205	131	36 %	37 %
40-44	70	43	39 %	81	47	42 %	45 %
45-49	21	18	14 %	25	19	24 %	10 %

¹ Nunez, L., 1984.

² Welti, C., 1984.

La comparaison de deux enquêtes pose beaucoup de problèmes d'ajustement qui sont résolus différemment par les auteurs. Ici partant de deux ajustements de l'enquête EMF, on trouve un rythme de la baisse de la fécondité en union par âges beaucoup plus fort dans les groupes 20-24, 25-29 et 40-44 ans dans la deuxième source.

de la politique de planning familial mise en place en 1977, il convient de distinguer d'une part les secteurs sociaux directement touchés par cette politique et les actions publiques de planning familial et d'autre part les secteurs sociaux qui ont amorcé une baisse de la fécondité préalablement à cette politique.

En effet, jusqu'aux premières années 1970, la problématique de la croissance démographique, et la nécessité de programmes de planning familial, ne sont débattues qu'à l'intérieur d'un cercle restreint de scientifiques et de personnalités du corps médical, et ne sont pas diffusées en direction de la population mexicaine (Marquez, V., 1985). Et pourtant la baisse de la fécondité est notable en milieu urbain dès le début des années 1960 : la ville de Mexico et les aires métropolitaines de Mexico, Guadalajara et Monterrey avaient avant 1976 un niveau de fécondité proche de celui atteint au niveau national en 1982 (voir tableau 2.3.).

Tableau 2.3. Taux globaux de fécondité dans les aires métropolitaines et les zones urbaines

Ville de Mexico ¹	5,6 (1964)	4,7 (1976)	2,8 (1979)
Aires métropolitaines ²	4,6 (1974)		3,3 (1979)
Villes de plus de 20.000 hab. ²	5,1 (1974)		3,4 (1979)

¹ TGF de l'année considérée.

² TGF. Moyenne mobile quinquennale, centrée sur l'année considérée.

Source: Lopez, E. et Tuiran, R., 1983.

En fait le processus de concentration urbaine s'accompagne de la concentration des biens et services sociaux, et surtout de la concentration de la population du secteur tertiaire disposant des revenus et des niveaux d'éducation les plus élevés : les résultats de l'enquête de 1982 (Lopez, E.; Tuiran, R., 1984) viennent corroborer les résultats d'autres études (Mier et al, 1982; Porrás et al, 1982) à savoir que la baisse de la fécondité s'est effectuée parmi les groupes sociaux les plus élevés dans la structure sociale; ils ont amorcé et consolidé la baisse de la fécondité.

En milieu rural et semi-urbain, il a été montré qu'aucune baisse n'était intervenue avant 1976 (Livenais, P.; Salas, G., 1982). Le niveau de fécondité des régions essentiellement rurales comme la région sud, étaient à des niveaux encore très élevés en 1979 (5,7), par rapport au niveau national, et surtout par rapport au niveau de la ville de Mexico à la même date : respectivement 4,7 et 2,8.

Le processus de concentration urbaine semble avoir un rôle accélérateur dans la baisse de la fécondité, qu'il est toutefois difficile d'apprécier.

Quoi qu'il en soit, au début des années 1980 elle touche toutes les régions et tous les groupes sociaux. En milieu urbain la différence entre les groupes sociaux extrêmes diminue, et surtout les groupes sociaux intermédiaires présentent des niveaux de fécondité qui se rapprochent des groupes sociaux les plus élevés dans la structure sociale. En milieu rural la baisse est spectaculaire, entre 1975 et 1979 les niveaux ont été réduits de 27 à 35 % selon les groupes sociaux (Bronfman et al, 1984).

Cette rapidité de la baisse et son extension à toute la structure sociale témoignent d'actions dans le domaine du planning familial extrêmement efficaces. Et cela d'autant plus que le contexte social n'avait été jusqu'à une date récente préparé ni conformé dans le sens d'une politique et des comportements antinatalistes.

2.3.2. *La diffusion de la contraception*

Les principales caractéristiques du processus de diffusion entre 1976 et 1982 sont les suivantes :

- en premier lieu il se produit une forte augmentation de l'utilisation de la contraception chez les femmes en union et quel que soit leur âge (tableau 2.4.). On notera qu'en 1982, à l'exception des groupes 15-19 ans et 45-49 ans, la proportion d'utilisatrices se situe autour de 50 %, et près de 60 % pour le groupe 30-39 ans.

- la progression des utilisatrices de la contraception parmi les femmes en union, se réalise de manière considérable en milieu rural (près de 39 % en 1982 contre 16 % en 1976) réduisant à 11 % l'écart entre le milieu rural et le milieu urbain.

- la stérilisation rejoint en 1982 la pilule en tant que moyen contraceptif dominant : près de 30 % des femmes en union et utilisatrices (tableau 2.5.).

- la stérilisation affecte principalement le groupe 35-44 ans (22 % des femmes en union de ce groupe sont stérilisées), et stoppe la reproduction des femmes ayant déjà atteint un haut niveau de fécondité (55 % des femmes stérilisées après 35 ans ayant plus de cinq enfants, Bronfman et al). Il n'en demeure pas moins que les femmes de moins de 25 ans sont largement concernées, et surtout de manière récente; c'est en effet dans le groupe 20-24 ans que l'on note la plus forte progression entre 1976 et 1982 à la fois de l'usage de la contraception (70 % d'augmentation - tableau 2.4.) et du recours à la stérilisation (60 % d'augmentation).

Tableau 2.4. Pourcentage de femmes en union utilisant une méthode contraceptive selon le groupe d'âge en 1976 et 1982

Age	1976 ¹	1982 ²	Pourcentages relatifs d'augmentation
15-19	14.2	20.7	46
20-24	26.7	45.7	71
25-29	38.6	56.6	47
30-34	38.0	59.8	54
35-39	37.9	57.6	52
40-44	25.1	52.8	70
45-49	11.8	22.1	87
Total	30.2	47.7	58

Sources:

¹ Coordinación General del Sistema Nacional de Información, ISUNAM, Encuesta Mexicana de Fecundidad. Secretaría de Programación y Presupuesto, Mexico, 1978.

² Consejo Nacional de Población, SPP, DIF, Encuesta Nacional Demográfica. CONAPO, Mexico, 1982.

Tableau 2.5. Distribution des utilisations selon la méthode employée

Méthodes	1982 ¹
Pilule	29.7
Stérilisation	28.1
Injection	10.6
DIU-sterilet	13.8
Autres méthodes non traditionnelles	4.6
Autres méthodes traditionnelles	13.2

¹ Encuesta Nacional Demográfica. CONAPO, Mexico, 1982.

Tableau 2.6. Distribution des utilisatrices quelle que soit la méthode utilisée et des femmes stérilisées selon l'institution de planification

Institution	Utilisatrices quelle que soit la méthode	Femmes stérilisées
<i>Secteur public:</i>	52.5	72.7
SSA	14.5	9.8
IMSS	31.5	51.6
ISSSTE	4.8	8.4
Autres	1.7	2.9
<i>Secteur privé:</i>	46.7	27.0
Non réponse	0.8	0.3
Total	100.0	100.0

¹ Encuesta Nacional Demográfica. CONAPO, Mexico.

Source: Bronfman et alli (1984).

Tableau 2.7. Distribution des femmes stérilisées par chaque institution selon l'année de l'opération1982¹

Année	Secteur public				Secteur privé		Total
	SSA	IMSS	ISSSTE	Autres	Organismes privés	Autres	
1970-71	1.9	2.9	2.2	5.7	1.6		2.4
1972-73		2.9	4.6	7.8	4.3	8.9	3.4
1974-75	4.6	5.2	9.6	8.8	13.7	1.1	7.7
1976-77	98.0	25.6	22.3	24.9	14.7	18.4	20.8
1978-79	28.8	27.4	20.8	36.4	23.3	24.6	26.1
1980-81	54.9	36.0	40.5	16.4	42.4	47.0	39.6
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

¹ Encuesta Nacional Demográfica. CONAPO, Mexico, 1982.

Source: Bronfman et alli (1984).

- la stérilisation est une pratique privilégiée par les institutions du secteur public de santé et en particulier par l'IMSS. Aussi les catégories sociales les plus défavorisées qui ne sont pas directement concernées par les services de l'IMSS (Sécurité sociale) présentent-elles un moindre recours à la stérilisation que les autres.

- les années 1978-79 et surtout 1980-81 sont les périodes où culmine la campagne de stérilisation au Mexique tant pour le secteur public que pour le secteur privé (tableau 2.6 et 2.7).

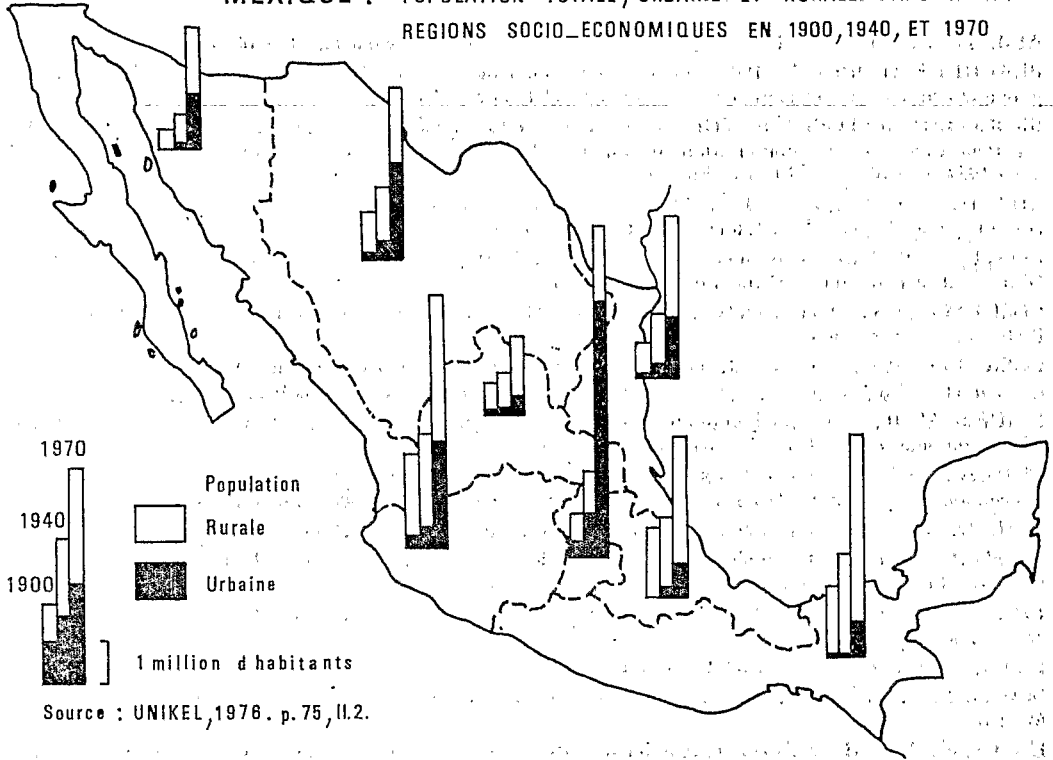
Il semble donc que l'on puisse sans grand risque conclure à un impact décisif du programme de planning familial mis en œuvre dans le pays à partir de 1977 sur la baisse de la fécondité depuis cette date. L'exemple de l'année 1981 paraît tout particulièrement significatif : « l'effet global de l'utilisation des méthodes contraceptives entre avril 1980 et mars 1981 a été d'éviter approximativement 900.000 naissances en 1981 »²² (Palma, Y., 1983), or environ un tiers est imputable à la campagne de stérilisation, l'effectif des femmes stérilisées durant la période 1980-1981 étant de 511.800 (Bronfman et al, 1983). En définitive, dès la fin de 1981, l'objectif contenu dans le PNPf de 1977 concernant un taux de croissance de la population de 2,5 pour 1982 était atteint.

* * *

Les déséquilibres de tout ordre, générés et accentués par les politiques économiques suivies par le Mexique, ont été formalisés en problèmes de population. On y a répondu directement par des politiques de population. Les politiques de redistribution et de décentralisation ont eu, au mieux, pour effet de créer des enclaves régionales mais au prix des mêmes types de déséquilibres. Par contre, la politique de planning familial a atteint l'objectif fixé.

²² Ce qui correspond à une réduction relative de 13 % du T.B.N.

MEXIQUE : POPULATION TOTALE, URBAINE ET RURALE DANS HUIT REGIONS SOCIO-ECONOMIQUES EN 1900, 1940, ET 1970



Ce qui différencie ces deux types de politiques est au bout du compte la structure des pouvoirs politico-administratifs, économiques et idéologiques par laquelle elles transitent : structure qui, dans le premier cas, empêche, voire aggrave la situation de déséquilibre démographique et dans le deuxième cas, favorise sa réalisation dans un temps extrêmement court. Pour ce qui est de la politique de planning familial, V. Marquez (1985) souligne bien qu'il n'existait pas de groupes politiques, économiques et scientifiques directement opposés à sa mise en place; et qu'en ce qui concerne son exécution : la séparation des tâches au CONAPO et des champs d'action à l'IMSS entre les dirigeants et les médecins sur le terrain, a finalement conféré à ces derniers une grande autonomie. Aussi est-ce de ce pouvoir médical local, de sa position par rapport à la politique programmée que dépend la diffusion et la réussite d'une telle politique. Mais au niveau local elle dépend de bien d'autres médiations, d'ordre religieux, économique, familial, dont on est bien obligé d'imaginer la soumission, voire la mise en adéquation à l'idéologie et à la pratique du pouvoir médical pour expliquer cette baisse de la fécondité.

Nous ne pouvons que dégager la problématique sur ce point sans pouvoir aller plus loin. Nous avons toutefois tenu à souligner l'expression de l'intervention la plus radicale du pouvoir médical dans le processus de reproduction des populations : la stérilisation.

En effet, si de nombreuses interrogations subsistent quant à la continuité de l'utilisation de la contraception, et quant aux autres déterminants proches de la fécondité comme la nuptialité, la mortalité intra-utérine et l'allaitement, la stérilisation accélérée de ces dernières années nous paraît révéler la simplification des processus démographiques qu'opèrent les pouvoirs publics.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALBA HERNANDEZ, F., 1979. La población en México, evolución y dilemas, El Colegio de México. México.
- BRACHET-MARQUEZ, V., 1985. «Le planning familial au Mexique. Processus de formation d'une politique publique» in *Sciences Sociales et Santé*, Vol. III, n° 1, Fév. 1985. Paris.
- BRONFMAN, M.; LOPEZ, E.; TUIRAN, R., 1984. «Practica anticonceptiva y clases sociales en México: La experiencia reciente». Communication au Colloque «La fecundidad en México: cambios y perspectivas». 7-9 mars 1984. El Colegio de México. Mexique.
- CHASTELAND, J.C., 1983. «Les politiques de population dans le tiers-monde huit ans après Bucarest, espoirs et réalités», *In Revue Tiers Monde* n° 14. IEDES-PUF. 1983. Paris.
- COALE, A., 1978. «Population growth and economic development: The case of Mexico» in *Foreign Affairs*, 56 n° 2, et in *Economía y Demografía*, 13 (1978) n° 2.
- COSIO, M.E., 1982. «La fecundidad en las uniones en México». Séminaire: Los factores del cambio demográfico, ISUNAM, 1982. México.
- COSIO, M.E., 1985. «L'analyse des migrations internes mexicaines au niveau régional et local». Communication au Séminaire: Migration interne et développement économique régional. Avril 1985. Montréal.
- FIGUEROAS, B., 1984. «Bibliografía sobre la fecundidad en México 1950-1983». Communication au Colloque «La fecundidad en México». 7-9 mars 1984. México.
- GUILLAUMONT, P., 1973. «La croissance démographique optimale, ou l'ignorance sur l'essentiel», *In Colloques internationaux du CNRS* n° 550. Les aspects économiques de la croissance démographique. 1973. Paris.
- KIRK, D., 1955. Dynamics of human Populations. *Eugenics Quarterly*, 2, 1955.
- LIVENAIS, P., 1985. «Des politiques scientifiques de population ?». Communication au congrès général de l'UIESP. Juin 1985. Florence.
- LIVENAIS, P., SALAS, G., 1982. Comparación entre los niveles de la fecundidad y las características de la nupcialidad al nivel rural y semiurbano. El Colegio de México, México, Mimeo.
- LOYO, G., 1960. La población de México, estado actual y tendencias 1960-1980. Edición Cultura. 1960. México.
- MARTINEZ MANAUTOU, J. (éditeur), 1982. La Revolución Demográfica en México. 1970-1980. IMSS. 1982. México.
- LOPEZ, E.; TUIRAN, R., 1983. «Fecundidad y grupos sociales en México: nuevos datos, nuevas hipótesis». Communication au IX^e Congrès international de la Asociación de Estudios Latinoamericanos (LASA).
- MIER Y TERAN, M.; RABELL, C., 1984. «Fecundidad y grupos sociales en México», *In Benitez, Raul et al.* Los factores del cambio demográfico en México. Siglo XXI-IISUNAM. México.
- MIRO, Carmen, 1982. «Tendencias recientes de la fecundidad en América Latina», Reunión del Grupo de Trabajo sobre Reproducción de la Población, CLACSO-IISUNAM, Cuernavaca, México.
- NOTESTEIN, F.W., 1948. «Summary of the demographic background of problems of under developed areas». *Milbank Memorial Fund Quarterly*. Vol. 26, 1948.
- NUNEZ, L.; MENDOZA, D., 1982. «Tendencias de la fecundidad a nivel nacional, 1970-1979» en Martínez Manautou, J. (éd.), *La revolución demográfica en México, 1970-1980*. IMSS.
- NUNEZ, L., 1984. «Las encuestas Nacionales en la estimación de los niveles de fecundidad». Communication au Séminaire La fecundidad en México. Mars 1984. México.
- O.N.U., 1963. La situation et les tendances de la fécondité dans le monde.
- PALMA, Yolanda et al., 1983. Efecto del uso de anticonceptivos sobre la fecundidad en México en 1981. DGPF, SSA, México.
- PORRAS, A. et al., 1982. «Análisis de la fecundidad en la estructura social mexicana» in Martínez Manautou, J. (ed.). *La revolución demográfica en México, 1970-1980*. IMSS. México.
- QUILODRAN, J., 1983. Impacto de los cambios de la edad al unirse por primera vez sobre la natalidad: México 1975 et 1980. CONAPO.
- ROZENWEIG, 1965. «El desarrollo económico de México 1877-1911» in *El trimestre económico* n° 32. Jul.-Sept. 1965.
- STERN, C., 1982. «Industrialisation and migration in México» in Peek, P. and Standing, G. (ed.), 1982. *States policies and Migration*. O.I.T.-Croom Helm, Londres.
- THOMPSON, W.S., 1948. *Plenty of People*. Ronald Press. New York.
- UNIKEL, L., 1976. El desarrollo urbano de México. El Colegio de México. México.
- WELTI, Carlos, 1984. «La investigación del efecto de la anticoncepción sobre la fecundidad en México», Ponencia presentada en el Seminario: «La Fecundidad en México: Cambios y Perspectivas», El Colegio de México. México.

SOMMAIRE

Les mutations démographiques du Tiers monde

Articles

NOIN D.: Editorial	487-488
CHASTELAND J.C. et SZYKMAN M.: Evolution récente de la fécondité dans le Tiers monde, 1960-65/1980-85	489-514
VALLIN J.: La mortalité dans les pays en développement	515-540
SAMMAN M.L.: Aspects de l'évolution démographique récente dans les pays du Moyen-Orient arabe	541-562
O'CONNOR A.: La croissance démographique au Kenya	563-566
ANTOINE Ph.: Evolution de la mortalité et de la fécondité en Côte d'Ivoire	567-580
LIVENAIS P. et QUESNEL A.: La fécondité au Mexique: émergence et conditions de règlement d'un problème de population	581-596
ROSSINI R.E.: La baisse récente de la fécondité au Brésil	587-614

Notes

BIDEGAIN G.: Evolution de la mortalité au Venezuela	615-618
SANKARA M. et VAUGELADE J.: Evolution de la mortalité au Burkina-Faso	619-620

Dossiers pédagogiques

MENDEL D., ROELANDTS M. et VANDERMOTTEN C.: Evolution des principaux indicateurs démographiques dans le monde (planisphères)	621-640
TABUTIN D.: La population du Tiers monde. Evolution depuis 1950 et perspectives	641-648

Comptes rendus

Compte rendu d'ouvrage	649-650
Comptes rendus d'articles	651-658
Informations scientifiques	659-660

CONTENTS

Demographic changes in developing countries

Articles

NOIN D.: Editorial	487-488
CHASTELAND J.C. and SZYKMAN M.: Recent evolution of fertility in the Third World, 1960-65/1980-85	489-514
VALLIN J.: Mortality in the developing countries	515-540
SAMMAN M.L.: Aspects of recent demographic evolution in the arabic countries of the Middle East	541-562

1
R2